

EDITO.

Au centre des préoccupations des Français, la question de l'emploi sera décisive dans le vote de l'élection présidentielle de 2007.

Après la lutte contre le CPE, le thème de la sécurité de l'emploi est repris à droite comme à gauche mais évidemment avec des propositions, qui sous l'apparence des mots, n'ont pas du tout la même signification.

A l'offensive pour s'affranchir des règles du code du travail, le Medef a déjà annoncé son intention de s'inviter largement dans le débat pour peser sur les programmes des uns et des autres. Il prétend reprendre à son compte le besoin de sécurisation tout en accentuant une flexibilité précaire du travail avec le droit de licencier encore plus facilement.

L'offensive visant à ancrer le fatalisme dans les têtes se poursuit avec l'entrée "d'experts" ultra libéraux et sociaux libéraux (le cercle des économistes), enfermant le débat sur le "possible" au respect des "contraintes imposées par l'appartenance de la France à l'union européenne et son insertion dans une économie mondialisée". C'est-à-dire le pacte de stabilité et l'obsession anti-salariale de la BCE au service des marchés financiers.

Simultanément, après les déconvenues du CPE, De Villepin se livre à une surenchère démagogique sur le pouvoir d'achat et l'emploi tout en accentuant la baisse des cotisations sociales patronales et le subventionnement des petits boulots avec la prime pour l'emploi mis en place en 2001.

Cherchant à intégrer les syndicats à cette politique, il annonce une Conférence Nationale sur "salaires, re-

venus, emplois" avant la fin de l'année.

A gauche, le PS cherche à rivaliser sur les mêmes thèmes tout en refusant de rompre avec le social libéralisme, qu'il s'agisse de la baisse des cotisations sociales, du refus de mobiliser les crédits ou de toucher aux gestions des entreprises.

Pendant, le besoin de rupture avec ces politiques grandit. Il s'est exprimé dans la lutte contre le CPE, les luttes de l'été ou encore l'initiative de la JOC avec l'organisation des États Généraux pour l'emploi des jeunes à la fin du mois.

Mais peut-on prétendre sécuriser les parcours professionnels sans changer l'utilisation de l'argent des profits, des fonds publics et du crédit ? sans conquérir des nouveaux pouvoirs dans les entreprises ? sans toucher à la gestion des entreprises ?

Être à l'offensive !!!

C'est tout l'enjeu des Assises régionales pour la sécurisation de l'emploi et de la formation qui se tiendront à l'automne.

Chacun est appelé à s'engager dans cette initiative aux côtés des militants et élus de gauche, des syndicalistes, salariés, étudiants et lycéens, des chômeurs, des juristes, des économistes, des sociologues qui ont signé un appel pour leur tenue. Déjà, dans de nombreux départements et régions, des dispositions sont prises pour assurer le succès de ces assises.

-La fête de l'humanité contribuera à cette mobilisation à l'occasion d'une rencontre nationale des animateurs et de tous ceux qui veulent contribuer au succès de cette initiative.

FÊTE DE L'HUMANITÉ

Dimanche 17 septembre

12h30—13h30

Stand du Comité National du PCF

Avenue de la citoyenneté

Rendez-vous des initiatives pour l'emploi

(luttes, réunions locales, assises régionales ...)

Avec la participation d'animateurs de luttes pour l'emploi

et des signataires du texte

Pour des assises contre la précarité

Pour la sécurisation de l'emploi et de la formation

Polimeri (Isère)

Halte aux gâchis sociaux, économiques et financiers

Cela fait bientôt un an que les salariés de l'usine Polimeri de Champagnier mènent une lutte exemplaire pour empêcher la fermeture pure et simple de leur usine. Le groupe ENI à qui appartient l'usine a décidé, dans le grand monopoly auquel se livrent les grands groupes, de sacrifier cette usine de fabrication de caoutchouc de synthèse ! Polimeri c'est un savoir-faire unique. Dans le monde, seuls quelques groupes possèdent la technologie nécessaire à cette production, sans compter sur l'efficacité professionnelle des salariés.

Une pénurie organisée

Ce produit est aujourd'hui en état de cruelle pénurie. Cela a amené à une multiplication des prix par deux en quelques mois, pour le plus grand profit des actionnaires ! Alors qu'ENI engrangeait déjà 10 milliards d'euros de bénéfices en 2005, ses dirigeants abandonnent l'usine en voulant faire supporter les coûts financiers de l'arrêt de la production à l'État, aux Assedic et aux salariés. Pourtant l'entreprise est viable et dispose de débouchés importants. Les salariés ont travaillé avec un cabinet d'expertise à une alternative à la fermeture du site. Tout en continuant leur lutte syndicale, ils ont sillonné l'Europe afin de trouver eux-mêmes des repreneurs pour l'activité. Mais ENI refuse de céder le site et préfère investir 35 millions d'euros dans son démantèlement.

La Direction déboutée

L'intersyndicale, constituée de la CGC, la CFDT et la CGT qui elle, est minoritaire dans l'entreprise mais qui joue pourtant un rôle moteur, a été contrainte de mener deux batailles en parallèle : la lutte pour la reprise de l'activité mais aussi le combat pour obtenir un plan social.

Il est inadmissible qu'ENI traite avec autant de mépris les salariés, les populations, les élus ainsi que les pouvoirs publics. ENI a même tenté un recours devant la justice pour condamner les salariés de Polimeri. A peine perdue car la justice a refusé de suivre les exigences de la direction.

Condamnée en référé à la mi-août à consulter dûment les représentants du personnel sur le

plan social, la direction continue malgré cela de mépriser ses salariés et a refusé de tenir le comité d'entreprise extraordinaire.

Polimeri emploie 225 salariés auxquels il faut ajouter plus de 400 employés d'entreprises sous-traitantes. Par "effet domino", cette fermeture aura de graves conséquences sur l'ensemble des processus de production des plates formes du Sud Grenoblois et donc sur l'emploi d'autres entreprises. 10 000 emplois pourraient être concernés, ces unités étant toutes très interdépendantes par leurs productions liées au chlore et en comptant les innombrables conséquences auprès des sous-traitants, des commerces, des services publics...

La solidarité salariés - population

Un comité de sauvegarde s'est mis en place, une manifestation nationale de la chimie est programmée le 30 septembre à Grenoble. En étroite collaboration avec les salariés de Polimeri, les syndicalistes de la chimie du secteur préparent des assises sur la chimie, en préparation des assises régionales sur la sécurité d'emploi et de formation. Nous proposons de donner de nouveaux droits, de nouveaux pouvoirs aux salariés.

Les communistes et leurs élus se sont investis à tous les niveaux, local, départemental, régional, européen avec Francis Wurtz, et au niveau national et international avec Marie George Buffet. L'Humanité s'est également beaucoup engagée et a témoigné régulièrement de l'évolution de la situation.

Seul le rassemblement le plus large, la mise en commun des réflexions et des propositions de toutes les forces antilibérales permettront d'apporter des réponses humaines aux logiques financières. Poliméri, le dossier des salariés en résistance. Cliquez sur ce lien :

http://docushare.dmz.pcf.fr/dscgi/ds.py/Get/File-2555/Polimeri_09_2006.rtf

**Manifestation
nationale le 30
septembre place
de la gare à Grenoble**



IPMARTI À VIEUX CHARMONT DANS LE DOUBS

10 mois de mobilisation et d'actions pour gagner une bataille de l'emploi

Le 21 novembre 2005, les dirigeants américains du groupe BURGESS NORTON, propriétaires de l'équipementier automobile IPMarti (fabrication d'axes de pistons située à Vieux Charmont dans le Doubs), après avoir pris le soin de vider le stock de produits finis, durant le week-end précédent, annonçaient aux salariés la fermeture de l'entreprise, le licenciement collectif de 71 salariés, et la délocalisation des productions sur son site de fabrication d'axes en Italie.

Suite à cette annonce, l'ensemble du personnel, de l'ouvrier au cadre à l'exception des deux cadres dirigeants, prenaient avec leurs syndicats CGT, FO, CGC, la décision de se battre et d'occuper l'usine pour lutter contre cette décision inique.

63 jours d'occupation pour l'emploi

Durant 63 jours l'ensemble du personnel va se mobiliser en organisant : l'occupation de l'usine de jour comme de nuit, la solidarité active et financière, la mise en place d'une association « MARTI VIVRA » : celle-ci a recueilli plus de 10 000 signatures de pétition en 15 jours, plus de 100 000 euros de dons collectés. Elle est à l'initiative de la création d'un comité de soutien large et dynamique, qui organisera de multiples manifestations.

Ces 63 jours d'une mobilisation iront crescendo de jour en jour. Cet élan de solidarité active donnera une dimension importante à la lutte des « Marti » bien au-delà du pays de Montbéliard.

Sur l'aire urbaine de Belfort, Montbéliard, Héricourt, durant 10 mois les « Marti » sont devenus un symbole de la lutte contre la délocalisation et la casse industrielle de ce bassin d'emplois.

Des événements importants vont marquer toute la période d'occupation de l'entreprise.

Responsabiliser le donneur d'ordre

Durant tout le conflit, les salariés avec leurs organisations syndicales ne cesseront de dénoncer l'attitude injuste et injustifiable des dirigeants du groupe Burgess Norton, mais également de mettre en lumière la responsabilité du groupe PSA, principal donneur d'ordre d'IPMarti, (70% du CA).

A tout moment, les salariés ont été conscients que PSA partageait avec Burgess Norton la décision de délocalisation.

Cette prise de conscience collective a permis d'élargir de toute évidence la mobilisation et d'agir en direction du groupe PSA.

C'est ainsi qu'en collaboration avec le syndicat CGT de Peugeot Sochaux, les représentants des salariés d'IPMarti obtiendront une rencontre à Poissy avec les dirigeants du groupe PSA, le 20 décembre 2005.

Face à l'ampleur de la mobilisation, les dirigeants du groupe PSA acceptent finalement de soutenir l'activité du site de Vieux Charmont, si la production redémarrait.

Le 20 décembre, le jour-même où une partie des salariés rencontre les dirigeants du groupe PSA à Poissy, l'autre partie du personnel restée à Vieux Charmont accompagnée de leur

avocat (Grumbach associés) et d'une délégation de salariés d'équipementiers de l'aire urbaine se rendent au TGI de Montbéliard, suite à la demande d'évacuation de l'entreprise par le groupe Burgess Norton.

La délocalisation mise en échec

Le président du TGI de Montbéliard va prendre une décision historique et courageuse : il décide de débouter la direction de sa demande, argumentant sur le fait que les salariés occupent l'entreprise pour protéger leur outil de production et l'entreprise. Il ajoute, dans ses conclusions, que l'occupation est légitime, car l'objectif de Burgess Norton était de s'emparer d'une partie des moyens de production et de les transférer en Italie.

Le 20 décembre restera pour les salariés et tous ceux qui les soutiennent une date très importante, une décision de justice en faveur des salariés et un positionnement de PSA contraint de bouger face à la mobilisation.

Tout cela va donc amplifier la détermination des « Marti » et de leurs soutiens. La victoire apparaissait possible.

Le 18 janvier 2006, après avoir passé les fêtes de fin d'année à l'usine et en famille, les salariés se rendent une nouvelle fois au TGI de Montbéliard. La direction avait saisi la chambre commerciale du TGI afin de demander la liquidation judiciaire de l'entreprise après avoir bien pris le soin de vider complètement la trésorerie.

Cette nouvelle manœuvre des dirigeants américains va être rejetée par le Président de la Chambre commerciale, puisqu'il va suivre le souhait des salariés et placer l'entreprise en redressement judiciaire, sous contrôle d'un administrateur, désigné par le TGI pour une période de six mois.

Le 23 janvier 2006, les « Marti » reprennent le travail. Mais la lutte pour que vive Marti continue : six mois de redressement judiciaire durant lesquels les salariés vont faire la démonstration que leur entreprise est viable. **Pour cela ils vont travailler à un projet industriel** et à la recherche du repreneur avec l'administrateur judiciaire, tout en maintenant sur le pays de Montbéliard la mobilisation autour de leur lutte.

Début juillet 2006, le groupe allemand UKM, équipementier automobile, se place sur les rangs pour racheter et relancer l'entreprise.

Le 21 août 2006, après décision du tribunal, l'entreprise appartient au groupe allemand. **Celui-ci s'engage à mettre en place le projet industriel débattu avec les salariés. Un important investissement industriel accompagne ce projet** pour développer la production d'axes sur le site de production en France.

C'est évidemment une grande victoire, victoire de la mobilisation contre les choix des grands donneurs d'ordre.

C'est aussi la preuve que, par l'intervention des salariés rien n'est irréversible et qu'il est possible de remettre en cause les choix capitalistes.

La victoire des « Marti » doit en appeler beaucoup d'autres, car sur le pays de Montbéliard les mauvais coups contre le monde du travail risquent de continuer, voire de s'accroître, mais maintenant on sait qu'il est possible de GAGNER.



TRÉFIMÉTAUX (OISE)

METTRE EN ÉCHEC L'APPÉTIT DES ACTIONNAIRES

L'annonce le 14 juin dernier du projet de suppression de 215 emplois à l'usine Tréfinmétaux de Sérifontaine dans l'Oise a suscité beaucoup d'émotion dans la région. Ce plan succède à deux autres en 2004/2005. L'usine qui fonde, lamine et refend des produits en cuivre et laiton pour l'industrie et le bâtiment est le plus gros employeur du secteur. De nombreux fournisseurs transporteurs et sous-traitants dépendent directement de Tréfinmétaux qui par ailleurs contribue pour 60% du budget de Sérifontaine.

C'est dire l'importance pour l'emploi et le territoire.

Au-delà des arguments "classiques" donnés par la direction de l'entreprise (conditions du marché), une autre explication apparaît crûment: l'exigence de rentabilité financière du nouvel actionnaire Intek, un Fonds d'investissement dont Tréfinmétaux dépend dans le cadre d'un montage financier en cascade.

Profits: toujours plus

Sur le site de la société mère de Tréfinmétaux, la couleur est annoncée: avec "un programme de réduction des coûts dont l'action portera jusqu'en 2007" sachant que "les principaux critères de sélection de Intek" sont "une durée prévisible de placement inférieure à trois ans" et "la possibilité concrète d'un retour élevé sur placement..." Vite et beaucoup !!! Actuellement le taux de rentabilité des capitaux propres de la société est de 18% !

Face à ces objectifs financiers destructeurs, les réactions sont très fortes: chez les salariés avec l'engagement unanime des élus du CCE de se battre contre ce plan de restructuration et chez les acteurs sociaux et politiques, notamment les élus et militants communistes de la région.

Ces derniers ont organisé une première rencontre dès le 17 juin, qui a permis de réunir entre autres: les syndicalistes de l'entreprise et une trentaine de salariés, le maire communiste, les vice-présidents communistes des conseils régionaux de l'Oise, de l'Eure, la présidente du groupe communiste régional. Cette première réunion a montré la détermination à donner de l'ampleur à la réaction contre cette annonce de restructuration.

Les actionnaires trouvent donc en face d'eux, non pas une poignée de salariés et d'élus locaux isolés mais une résistance organisée du local au régional.

Trois objectifs ont été retenus:

- 1) contester les suppressions d'emplois et montrer que le plan du groupe s'oppose à l'intérêt général.
- 2) mettre les pouvoirs publics devant leurs responsabilités et contribuer au rassemblement le plus large.
- 3) obliger à la prise en compte de propositions alternatives préservant l'emploi et le site

La population se mobilise: le 19 juin 150 personnes présentes à Conseil municipal extraordinaire; le 30 juin, dans Sérifontaine, 300 citoyens manifestent. Le même jour, les 70 salariés investissent, à Courbevoie, le comité central d'entreprise.

De leur côté, les maires du Bassin d'emploi sont appelés à

faire voter par leurs conseils des motions de soutien.

Des alternatives aux licenciements

La première urgence est d'obtenir un **moratoire suspensif sur les licenciements** tant que toutes les solutions du CE permettant le maintien de l'emploi et du site industriel n'ont pas été prises en compte sérieusement

Ces actions appuient également l'exigence que le Préfet organise rapidement **une Table ronde qui s'est tenue le 4 juillet** avec les représentants des salariés et leurs experts du CE, la direction, les élus des différentes collectivités et les services de l'État afin que soient examinées, en toute transparence, toutes les solutions permettant de maintenir l'emploi et le site industriel. Ces pressions ont obligé la direction à accorder des délais supplémentaires aux experts du CE et la possibilité de se rendre sur les sites étrangers du groupe.

La mobilisation ne faiblit pas avec des actions médiatiques telle une remise de "coupe pour l'emploi" au départ du tour de France à Beauvais et la remise de 2000 pétitions en préfecture fin juillet.

Par ailleurs, MG Buffet et Jacky Hémin sollicités ont interpellé le gouvernement sur cette question; Jacky Hémin a demandé au Commissaire européen à l'Industrie de recevoir une délégation et a posé une question écrite à la Commission européenne.

Emploi: une question politique

La question de l'emploi va être au centre des élections présidentielle et législatives.

Avec Tréfinmétaux, les populations de l'Oise et de l'Eure ne se contenteront pas de promesses.

Ce gouvernement a fait abroger des lois qui donnaient aux salariés des pouvoirs d'intervention face aux actionnaires dans l'entreprise, comme les lois de contrôle des fonds publics attribués aux entreprises et en ont fait adopter d'autres qui ont fait de l'Europe un marché libéral sans protection contre les délocalisations et le dumping social.

La mobilisation continue pour empêcher ce mauvais coup contre un site industriel viable avec une production répondant à des besoins (le carnet de commande de l'usine de Sérifontaine est plein et ses salariés ont un savoir-faire reconnu).

Près de 300 personnes ont manifesté le 9 septembre et trois jours plus tard 100 salariés ont débrayé pour soutenir les propositions alternatives lors de leur examen au CE.

A noter que la combativité, les initiatives prises et la qualité des propositions ont favorisé une prise en compte de l'ensemble des actions, par les correspondants locaux souvent sensibles aux arguments développés par le mouvement de lutte.

Rien n'est évidemment acquis pour la suite de l'action et en terme de résultats. **Ce qui est à retenir pour l'instant est l'importance de contribuer en permanence à la mobilisation par des initiatives multiples en valorisant le moindre recul imposé et à partir de ce vécu, nourrir le débat en proposant des alternatives.**

Fête de l'Humanité**Stand du Conseil national, rue de la citoyenneté****dimanche 17 septembre****12h30 à 13h 30****"Le rendez-vous des initiatives pour l'emploi (luttons, réunions locales, Assises régionales,..."**

***Pour encourager et populariser les batailles engagées
Pour faire reculer les situations de précarité de l'emploi,
Pour concrétiser à partir de cas pratiques une démarche de sécurisation de l'emploi et de la formation.***

Le PCF et des représentants d'autres organisations vous invitent au «**rendez-vous des initiatives pour l'emploi** »

Cette rencontre vise à préparer, pour la fin de l'automne, **des Assises régionales** pour la sécurisation de l'emploi et de la formation associant les acteurs syndicaux, sociaux, les mouvements, notamment de jeunes, engagés dans ce combat.

Nous proposons à cette occasion de travailler ensemble, à partir des interventions et des exigences de terrain, à l'élaboration citoyenne d'une loi cadre pour la sécurisation de l'emploi et de la formation.

Des témoignages et des réflexions d'acteurs sociaux, d'élus et de militants de terrain permettront de prendre connaissance de la diversité des luttons en cours et d'avoir un échange de point de vue sur:

1- les acteurs mobilisés, ou à solliciter; les situations traitées, ou à prendre en compte, pour les Assises:

- *Quelles organisations, quels représentants de mouvement?*
- *Quelles entreprises avec leurs organisations syndicales, quelles institutions représentatives?*
- *Quels bassins d'emploi avec leurs élus et acteurs?*
- *Quelles entreprises et leurs organisations syndicales et institutions représentatives?*
- *Quels bassins d'emploi et leurs élus et acteurs sociaux sur l'emploi et la formation?*

2- Comment traiter les situations de précarité d'emploi et quels défis doit-on traiter?

- *Les périodes de précarisation: (entrée dans la vie active des jeunes, mobilité, fin de vie active). Les situations de privation d'emploi: chômeurs, menacés de licenciement, précaires. Les discriminations(femmes, immigration,...).*
- *Quelle articulation avec les exigences sur les moyens de financement, notamment les relations entre les banques et les entreprises, les fonds publics, les fonds des entreprises?*
- *La nécessité d'associer les services publics de l'emploi (ANPE, UNEDIC,...), les services publics de la formation.*

Sont annoncés à cette rencontre:

Les salariés en lutton et des syndicalistes - Polimeri, IPMarti, Tréfinmétaux, Sogerma,...-

Des parlementaires et des élus régionaux et locaux: - **A. Bocquet, J.M. Coppola, F. Auguste, ...**-

Des économistes, juristes, sociologues – **P. Boccara, S. Chicote, C. Mills, ...**-

Des syndicalistes des services publics de l'emploi,

Des dirigeants du PCF, **A. Obadia, Y Dimicoli, ...**

Des animateurs de réseaux de lutton pour l'emploi ou contre le chômage: **Rapse, ...**

Des acteurs de Mouvements de jeunes – **H. Vandamme (Joc), C. Clérin (JC), M. Blasco (UEC), ...**

Des animateurs des différentes fédérations du PCF; et de responsables régionaux et locaux..